

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 91 — 1586

19 AVRIL 1991. — Arrêté royal relatif aux comptes annuels des institutions privées de prévoyance soumises à la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 65;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances;

Vu la consultation de la Commission des Assurances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. Sont soumises aux dispositions du présent arrêté, les institutions privées de prévoyance ci-après dénommées « fonds de pensions », visées à l'article 2, § 3, 6° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

CHAPITRE II. — *Comptabilité et comptes annuels*

Art. 2. Tout fonds de pensions doit tenir une comptabilité appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités en se conformant aux dispositions légales particulières qui le concerne.

Art. 3. La comptabilité des fonds de pensions doit couvrir l'ensemble de leurs opérations, de leurs avoirs et droits de toute nature, de leurs dettes, obligations et engagements de toute nature.

Art. 4. Toute comptabilité est tenue selon un système de livres et de comptes et conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Les opérations sont inscrites le plus rapidement possible de manière fidèle et complète et par ordre chronologique de la disponibilité des pièces justificatives ou des informations, soit dans un livre journal unique soit dans un journal auxiliaire, unique ou subdivisé en journaux spécialisés. Elles sont méthodiquement inscrites ou transposées dans les comptes qu'elles concernent.

Les comptes ouverts sont définis dans un plan comptable approprié à l'activité du fonds de pensions. Ce plan comptable est tenu en permanence au siège du fonds de pensions.

Art. 5. Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée et porte un indice de référence à celle-ci.

Les pièces justificatives doivent être conservées, en original ou en copie, durant dix ans et être classées méthodiquement. Ce délai est réduit à trois ans pour les pièces qui ne sont pas appelées à faire preuve à l'égard de tiers.

Art. 6. Tout fonds de pensions procède, avec bonne foi et prudence, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaire pour établir à la date du 31 décembre un inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature relatif à son activité. Cet inventaire est ordonné de la même manière que le plan comptable du fonds de pensions.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

Ces comptes annuels et les pièces de l'inventaire qui les appuient sont transcrits dans le livre d'inventaire; les pièces dont le volume rend la transcription difficile sont résumées dans le livre d'inventaire auquel elles sont annexées.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 91 — 1586

19 APRIL 1991. — Koninklijk besluit betreffende de jaarrekening van private verzorgingsinstellingen onderworpen aan de wetgeving betreffende de controle der verzekeringsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid artikel 65;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1985 tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen;

Gelet op de raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit gelden voor de private verzorgingsinstellingen hierna « pensioenfonds » genoemd, bedoeld bij artikel 2, § 3, 6° van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

HOOFDSTUK II. — *Boekhouding en jaarrekening*

Art. 2. Elk pensioenfonds voert een voor de aard en de omvang van haar bedrijf passende boekhouding en neemt de bijzondere wetsvoorschriften betreffende dat bedrijf in acht.

Art. 3. De boekhouding van pensioenfonds omvat al hun verrichtingen, bezittingen, vorderingen, schulden en verplichtingen van welke aard ook.

Art. 4. Elke boekhouding wordt door middel van een stelsel van boeken en rekeningen gevoerd met inachtneming van de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

Alle verrichtingen worden zo vlug mogelijk, getrouw, volledig en naar chronologische beschikking over de verantwoordingsstukken en inlichtingen ingeschreven in een ongesplitst dagboek of in een hulpdagboek, al dan niet gesplitst in bijzondere hulpdagboeken. Ze worden methodisch ingeschreven in of overgebracht naar de rekeningen waarop ze betrekking hebben.

De rekeningen worden ondergebracht in een voor het bedrijf van het pensioenfonds passend rekeningstelsel. Dit rekeningstelsel wordt in de zetel van het pensioenfonds voortdurend ter beschikking gehouden.

Art. 5. Elke boeking geschiedt aan de hand van een gedagtekend verantwoordingsstuk, waarnaar zij moet verwijzen.

De verantwoordingsstukken worden methodisch opgeborgen en tien jaar bewaard, in origineel of in afschrift. Stukken die niet strekken tot bewijs jegens derden, worden drie jaar bewaard.

Art. 6. Elk pensioenfonds verricht, omzichtig en te goeder trouw, de nodige opnemingen, verificaties, onderzoekingen en waardeeringen om op de datum van 31 december de inventaris op te maken van al haar bezittingen, vorderingen, schulden en verplichtingen van welke aard ook, die betrekking hebben op haar bedrijf. Deze inventaris wordt ingericht overeenkomstig het rekeningstelsel van het pensioenfonds.

Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris, worden ze samengevat en beschreven in een staat, zijnde de jaarrekening.

De jaarrekening en de inventarisstukken waarop zij steunt worden overgeschreven in het inventarisboek; de stukken die wegens hun omvang bezwaarlijk kunnen worden overgeschreven, worden in dat inventarisboek samengevat en erbij gevoegd.

Art. 7. Les livres sont tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que la régularité et l'irréversibilité des écritures.

Art. 8. § 1er. Les livres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes. En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester lisible.

§ 2. Les fonds de pensions sont tenus de conserver leurs livres pendant dix ans à partir du premier janvier de l'année qui suit leur clôture.

CHAPITRE III. — *Forme et contenu des comptes annuels*

Section I. — Principes généraux

Art. 9. Les comptes annuels forment un ensemble qui comprend les éléments suivants : le bilan, le compte de résultats et l'annexe. Ils sont établis conformément aux dispositions du présent arrêté.

Si l'application des dispositions du présent arrêté ne suffit pas pour satisfaire au prescrit de l'article 11, ci-après, des informations complémentaires doivent être fournies dans l'annexe.

Les comptes annuels sont libellés en francs belges.

Art. 10. Le fonds de pensions, hormis le cas de la publicité de ses comptes annuels résultant de l'application de l'article 10 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, telle qu'elle a été rendue applicable aux fonds de pensions, peut procéder à la diffusion d'une version abrégée de ces comptes annuels pour autant que celle-ci n'altère pas l'image de son patrimoine, de sa situation financière et de ses charges et produits.

L'état n° 1 « Provisions techniques » du chapitre I, section III de l'Annexe du présent arrêté doit cependant accompagner ces comptes annuels abrégés.

Par contre, le rapport d'attestation du ou des commissaires agréés ne peut accompagner ces comptes annuels abrégés : il doit toutefois être précisé si l'attestation des comptes annuels établie par le ou les commissaires agréés a été donnée avec ou sans réserve, ou si elle a été refusée.

Il doit également être indiqué qu'il s'agit d'une version abrégée et que la version complète peut être obtenue par les affiliés du fonds de pensions auprès de celui-ci.

Art. 11. Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des charges et produits du fonds de pensions.

Ils doivent être établis avec clarté et indiquer systématiquement d'une part, à la date de clôture de l'exercice, la nature et le montant des avoirs et droits du fonds de pensions ainsi que de ses dettes, obligations et engagements, et, d'autre part, pour l'exercice clôturé à cette date, la nature et le montant de ses charges et de ses produits.

Les comptes annuels sont arrêtés chaque année à la date du 31 décembre.

Art. 12. Le plan comptable du fonds de pensions doit être conçu ou ajusté de manière telle que le bilan et le compte de résultats précédent, sans addition ni omission, de la balance des compte correspondants, après la mise en concordance avec les données de l'inventaire.

Le plan comptable comporte au moins les comptes correspondant aux rubriques et sous-rubriques du bilan, du compte de résultats et de l'annexe, visés à l'article 15 du présent arrêté.

Le bilan d'ouverture d'un exercice doit, sans préjudice de l'application de l'article 18, alinéa 2, correspondre au bilan de clôture de l'exercice précédent.

Art. 13. Le contenu des rubriques et sous-rubriques est, dans la mesure où il appelle des précisions pour certaines d'entre elles, défini au chapitre II de l'Annexe au présent arrêté.

Il faut entendre par rubriques, les postes prévus au schéma qui sont précédés d'un chiffre romain ou d'un lettre majuscule et par sous-rubriques, les postes précédés d'un chiffre arabe.

Art. 14. Toute compensation entre des avoirs et des dettes, entre des droits et des engagements, entre des charges et des produits, est interdite, sauf les cas prévus par le présent arrêté.

Section II. — Structure des comptes annuels

Art. 15. Le bilan et le compte de résultats sont établis conformément aux schémas repris au chapitre Ier, sections I et II de l'Annexe au présent arrêté.

Art. 7. De boeken worden op zodanige wijze gehouden dat de materiële continuïteit ervan, evenals de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen zijn verzekerd.

Art. 8. § 1. De boeken worden naar tijdsorde bijgehouden, zonder enig wit vak of enige weglating. In geval van correctie moet het oorspronkelijk geschrevene leesbaar blijven.

§ 2. De pensioenfondsen moeten hun boeken bewaren gedurende tien jaar, te rekenen van de eerste januari van het jaar dat op de afsluiting volgt.

HOOFDSTUK III. — *Vorm en inhoud van de jaarrekening*

Afdeling I. — Algemene principes

Art. 9. De jaarrekening vormt een geheel dat de volgende bestanddelen omvat : de balans, de resultatenrekening en de toelichting. Ze wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Wanneer de toepassing van de bepalingen van dit besluit niet volstaat om te voldoen aan het bepaalde in artikel 11 van dit besluit moeten aanvullende inlichtingen worden verstrekt in de toelichting.

De posten van de jaarrekening worden in Belgische franken uitgedrukt.

Art. 10. Het pensioenfonds mag, met uitzondering van de openbaarmaking van de jaarrekening in toepassing van het artikel 10 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen zoals die van toepassing is op de pensioenfondsen, een verkorte versie verspreiden van de jaarrekening voor zover deze geen vertekend beeld geeft van het vermogen, van de financiële positie en van de resultaten.

De staat nr. 1 « Technische proviesies » van het hoofdstuk I, afdeling III van de bijlage bij dit koninklijk besluit moet steeds aan deze verkorte versie worden toegevoegd.

De verkorte versie mag daarentegen niet vergezeld gaan van het verklarend verslag van de erkende commissaris of de erkende commissarissen; wel moet worden vermeld of een verklaring door de erkende commissaris of de erkende commissarissen met of zonder voorbehoud is gegeven, dan wel of er een verklaring werd geweigerd.

Ook moet worden aangegeven dat het om een verkorte versie gaat en dat de volledige versie steeds door de aangeslotenen van het pensioenfonds kan worden verkregen bij het pensioenfonds.

Art. 11. De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en van de kosten en opbrengsten van het pensioenfonds.

Zij moet duidelijk worden opgesteld en stelselmatig weergeven, enerzijds, de aard en het bedrag, op de dag waarop het boekjaar wordt afgesloten, van de bezittingen en de rechten van het pensioenfonds, evenals van zijn schulden en verplichtingen, en anderzijds, voor het op die dag afgesloten boekjaar, de aard en het bedrag van zijn kosten en zijn opbrengsten.

De jaarrekening wordt elk jaar afgesloten op 31 december.

Art. 12. Het rekeningenstelsel van het pensioenfonds moet zodanig worden opgevat of aangepast dat de balans en de resultatenrekening zonder toevoeging of weglating, voortvloeiend uit de balans van de desbetreffende rekeningen, opgemaakt na het in overeenstemming brengen met de gegevens van de inventaris.

Het rekeningenstelsel omvat tenminste de rekeningen die overeenkomen met de rubrieken en onderrubrieken van de balans, van de resultatenrekening en van de toelichting bedoeld door artikel 15 van dit besluit.

De beginbalans van een boekjaar moet, onverminderd de toepassing van artikel 18, 2e lid, overeenstemmen met de eindbalans van het voorafgaande boekjaar.

Art. 13. De inhoud van de rubrieken en onderrubrieken wordt, voor zover toelichting is vereist, nader bepaald in hoofdstuk II van de bijlage bij dit besluit.

Onder rubrieken verstaat men de posten, voorzien in het schema, die worden aangeduid met een Romeins cijfer of met een hoofdletter en onder onderrubrieken die welke worden aangeduid met een Arabisch cijfer.

Art. 14. Compensatie tussen tegoeden en schulden, tussen rechten en verplichtingen en tussen kosten en opbrengsten is verboden, behalve in de gevallen voorzien door dit besluit.

Afdeling II. — Structuur van de jaarrekening

Art. 15. De balans en de resultatenrekening worden opgesteld overeenkomstig de schema's bedoeld in hoofdstuk I, afdeling I en II van de bijlage bij dit besluit.

L'annexe comporte les états et renseignements prévus au chapitre I, section III, de l'Annexe au présent arrêté.

Ils sont présentés en milliers de francs et en font explicitement mention.

Les postes dont la mention est imposée par le présent arrêté, peuvent être omis s'ils sont sans objet pour l'exercice considéré; lorsque les chiffres relatifs à l'exercice précédent doivent être mentionnés, ils ne peuvent être omis que s'ils sont également sans objet pour l'exercice précédent.

En outre, l'indication de l'indice mécanographique des rubriques et sous-rubriques des comptes annuels n'est requise que lorsque ceux-ci sont communiqués à l'Office de Contrôle des Assurances.

Art. 16. Lorsqu'un élément de l'actif ou du passif peut relever simultanément de plusieurs rubriques ou sous-rubriques du bilan, ou lorsqu'un produit ou une charge peut relever simultanément de plusieurs rubriques ou sous-rubriques du compte de résultats, il est porté sous le poste le plus approprié en raison de sa nature et de ses caractéristiques.

Art. 17. La présentation des comptes annuels doit être identique d'un exercice à l'autre.

Toutefois, elle est modifiée au cas où elle ne répond plus au prescrit de l'article 11.

Ces modifications sont mentionnées et justifiées dans l'annexe relative à l'exercice au cours duquel elles sont introduites.

Section III. — Dispositions particulières relatives aux comptes annuels

Art. 18. Le bilan et le compte de résultats comportent pour chacune des rubriques et sous-rubriques, l'indication des montants correspondants de l'exercice précédent.

Si les chiffres relatifs à l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent, les chiffres de l'exercice précédent peuvent être redressés en vue de les rendre comparables; en ce cas, l'annexe doit mentionner et commenter, avec renvoi aux rubriques concernées, les redressements opérés, si ceux-ci ne sont pas sans signification. Si les chiffres de l'exercice précédent ne sont pas redressés, l'annexe doit comporter les indications nécessaires pour permettre la comparaison.

Art. 19. Par « amortissements » on entend les montants pris en charge par le compte de résultats, relatifs aux immobilisations ainsi qu'aux immeubles de placement, dont l'utilisation est limitée dans le temps, en vue soit de répartir le montant de ces éléments d'actifs sur leur durée d'utilité ou d'utilisation probable, soit de prendre en charge ces frais et ces coûts au moment où il sont exposés.

Par « réductions de valeur » on entend les abattements apportés aux prix d'acquisition des éléments de l'actif des rubriques III et IV et destinés à tenir compte de la dépréciation, définitive ou non de ces derniers à la date de clôture de l'exercice.

Les amortissements et les réductions de valeur cumulés sont déduits des postes de l'actif auxquels ils sont afférents.

Art. 20. Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant.

Les provisions pour risques et charges ne peuvent avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif.

Art. 21. Sont mentionnés dans l'annexe :

a) les provisions techniques découlant de l'activité de prévoyance du fonds de pensions, sans déduction de la part des assureurs ou des réassureurs dans ces provisions;

b) la garantie financière en vue de la constitution d'une marge de solvabilité suffisante imposée par l'article 8, § 1er, de l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

c) par catégorie, les droits et engagements qui ne figurent pas au bilan et qui sont susceptibles d'avoir une influence importante sur le patrimoine, sur la situation financière ou sur le résultat du fonds de pensions.

Les droits et engagements importants qui ne sont pas susceptibles d'être quantifiés, font l'objet de mentions appropriées dans l'annexe.

De toelichting bevat de in hoofdstuk I, afdeling III, van de bijlage bij dit besluit bepaalde gegevens en staten.

Ze worden in duizenden franken uitgedrukt en maken hiervan op uitdrukkelijke wijze melding.

De posten, waarvan de vermelding door dit besluit wordt voorgeschreven, mogen worden weggelaten wanneer ze niet dienstig zijn voor het betrokken boekjaar; wanneer voor deze posten het bedrag van het voorafgaande boekjaar moet worden vermeld, dan mogen ze slechts worden weggelaten wanneer ze ook voor dat boekjaar niet dienstig zijn.

Bovendien is de vermelding van de mecanografische nummering van de rubrieken en onderrubrieken van de jaarrekening slechts vereist, wanneer deze wordt meegedeeld aan de Controledienst voor de Verzekeringen.

Art. 16. Kunnen actief- of passiefbestanddelen tot meer dan één rubriek of onderrubriek van de balans behoren, of opbrengsten dan wel kosten tot meer dan één rubriek of onderrubriek van de resultatenrekening, dan worden ze ingeschreven onder die post die wegens zijn aard en kenmerken het meest aangewezen is.

Art. 17. De voorstelling van de jaarrekening moet identiek zijn van het ene jaar tot het andere.

Ze wordt echter gewijzigd wanneer ze niet meer beantwoordt aan het voorschrift van artikel 11.

Deze wijzigingen worden vermeld en verantwoord in de toelichting die behoort tot het boekjaar waarin ze werden ingevoerd.

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen met betrekking tot de jaarrekening

Art. 18. De balans en de resultatenrekening vermelden voor elk van de rubrieken en de onderrubrieken de vergelijkende bedragen van het vorig boekjaar.

Wanneer de bedragen van het boekjaar niet vergelijkbaar zijn met die van het voorafgaande boekjaar, mogen de bijdragen van het voorafgaande boekjaar worden aangepast met het oog op hun vergelijkbaarheid; in dat geval worden deze aanpassingen, behalve indien zij onbelangrijk zijn, in de toelichting vermeld en onder verwijzing naar de betrokken rubrieken, toegelicht. Worden de bedragen van het voorafgaande boekjaar niet aangepast, dan moet de toelichting de nodige gegevens bevatten om een vergelijking mogelijk te maken.

Art. 19. Onder « afschrijvingen » verstaat men de bedragen ten laste van de resultatenrekening genomen, met betrekking tot de vaste activa en onroerende goederen bestemd voor belegging waarvan de gebruiksduur beperkt is, teneinde hetzij het bedrag van deze activa, te spreiden over hun waarschijnlijke nuttigheids- of gebruiksduur, hetzij deze kosten ten laste te nemen op het ogenblik waarop zij worden aangegaan.

Onder « waardeverminderingen » verstaat men correcties op de aanschaffingswaarde van de actiefbestanddelen vermeld in de rubrieken III en IV om rekening te houden met de al dan niet als definitief aan te merken ontwaardingen bij het afsluiten van het boekjaar.

De gecumuleerde afschrijvingen en waardeverminderingen worden afgetrokken van de actiefposten waarop ze betrekking hebben.

Art. 20. De voorzieningen voor risico's en kosten beogen naar hun aard duidelijk omschreven verliezen of kosten te dekken die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, doch waarvan het bedrag niet vaststaat.

Voorzieningen mogen niet worden gebruikt voor waardecorrecties op activa.

Art. 21. In de toelichting worden vermeld :

a) de technische provisies voortspruitend uit de verzorgingsactiviteit van het pensioenfonds, zonder aftrek van het aandeel van de verzekeraars of de herverzekeraars in deze provisies;

b) de financiële waarborg met het oog op de samenstelling van een voldoende solvabiliteitsmarge, opgelegd door artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 14 mei 1985 betreffende de toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

c) per soort de rechten en verplichtingen die niet in de balans voorkomen en die het vermogen, de financiële positie of het resultaat van het pensioenfonds aanmerkelijk kunnen beïnvloeden.

Belangrijke rechten en verplichtingen, die niet kunnen worden becijferd, worden op passende wijze vermeld in de toelichting.

CHAPITRE IV. — Règles d'évaluation

Section I. — Principes généraux

Art. 22. Chaque fonds de pensions détermine les règles qui, dans le respect des dispositions du présent arrêté, président aux évaluations dans l'inventaire et, notamment, aux constitutions et ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques et charges, ainsi que les bases de conversion en francs belges des éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère.

Les mêmes principes s'appliquent aux provisions techniques mentionnées à l'annexe.

Ces règles sont arrêtées par l'organe d'administration du fonds de pensions. Elles sont actées, dans le livre d'inventaire et résumées dans l'annexe; ce résumé doit, conformément à l'article 11, être suffisamment précis pour permettre d'apprécier les méthodes d'évaluation adoptées.

Sans préjudice de l'application de l'article 33, ces règles sont établies et les évaluations sont opérées dans une perspective de continuité des activités du fonds de pensions.

Art. 23. Les règles d'évaluation visées à l'article 22, alinéas 1 et 2 et leur application doivent être identiques d'un exercice à l'autre.

Toutefois, elles sont adaptées au cas où, notamment à la suite d'une modification importante des circonstances économiques, les règles d'évaluation antérieurement suivies ne répondent plus au prescrit de l'article 11.

Ces adaptations sont mentionnées et justifiées dans l'annexe.

Art. 24. Chaque élément du patrimoine fait l'objet d'une évaluation distincte.

Les amortissements et les réductions de valeur sont spécifiques aux éléments de l'actif pour lesquels ils ont été constitués ou actés. Les éléments de l'actif dont les caractéristiques techniques ou juridiques sont entièrement identiques peuvent toutefois faire globalement l'objet d'amortissements et de réductions de valeur.

Les provisions pour risques et charges sont individualisées en fonction des risques et charges de même nature qu'elles sont appelées à couvrir.

Par risques et charges de même nature, il faut entendre les catégories de risques et de charges mentionnées à titre exemplatif à l'article 25, alinéa 7.

Art. 25. Les évaluations, les amortissements, les réductions de valeur, les provisions techniques et les provisions pour risques et charges doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

Les amortissements, les réductions de valeurs et les provisions pour risques et charges doivent être constitués systématiquement sur base des méthodes arrêtées par le fonds de pensions conformément à l'article 22.

Le même principe s'applique aux provisions techniques mentionnées à l'annexe.

L'application de ces règles d'évaluation ne peut dépendre du résultat de l'exercice.

Il doit être tenu compte de tous les risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations qui ont pris naissance au cours de l'exercice auquel les comptes annuels se rapportent ou au cours d'exercices antérieurs, même si ces risques, pertes ou dépréciations ne sont connus qu'entre la date de clôture des comptes annuels et la date à laquelle ils sont arrêtés par l'organe d'administration du fonds de pensions.

Il doit être tenu compte des charges et produits afférents à l'exercice ou à des exercices antérieurs, sans considération de la date de paiement ou d'encaissement de ces charges et produits sauf si l'encaissement effectif de ces produits est incertain.

Des provisions doivent être constituées pour couvrir notamment :

- a) les charges de grosses réparations et de gros entretien;
- b) les risques de pertes ou de charges découlant de sûretés personnelles ou réelles constituées en garantie de dettes, ou d'engagements de tiers, d'engagements relatifs à l'acquisition ou à la cession d'immobilisations, de positions et marchés à terme en devises et de litiges en cours.

Les réductions de valeur actées en application de l'article 30 ainsi que les provisions pour risques et charges ne peuvent être maintenues dans la mesure où elles excèdent en fin d'exercice une appréciation actuelle, selon les critères prévus à l'alinéa 1er, des dépréciations, charges et risques en considération desquels elles ont été constituées.

HOOFDSTUK IV. — Waarderingsregels

Afdeling I. — Algemene principes

Art. 22. Elk pensioenfonds bepaalt de regels die, met nakoming van de bepalingen van dit besluit, gelden voor de waardering van de inventaris, onder meer voor de vorming en de aanpassing van de afschrijvingen, waardeverminderingen, voorzieningen voor risico's en kosten alsmede de omrekeningsbasis in Belgische franken van de elementen begrepen in de jaarrekening, die oorspronkelijk uitgedrukt worden of werden in buitenlandse munt.

Dezelfde principes zijn van toepassing op de technische provisies vermeld in de toelichting.

Deze regels worden bepaald door het beheersorgaan van het pensioenfonds. Zij worden vastgelegd in het inventarisboek en samengevat in de toelichting; overeenkomstig hetgeen is bepaald in artikel 11 moet deze samenvatting voldoende nauwkeurig zijn zodat inzicht wordt verkregen in de toegepaste waarderingsmethodes.

Onverminderd de toepassing van artikel 33 wordt bij de vaststelling en toepassing van de waarderingsregels ervan uitgegaan dat het pensioenfonds zijn activiteit zal voortzetten.

Art. 23. De waarderingsregels, bedoeld in artikel 22, eerste en tweede lid, moeten van het ene boekjaar op het andere identiek blijven en stelselmatig worden toegepast.

Ze worden evenwel gewijzigd wanneer, onder meer uit hoofde van belangrijke veranderingen in economische omstandigheden, de vroeger gevolgde waarderingsregels niet langer aan het voorschrift van artikel 11 beantwoorden.

Deze wijzigingen worden in de toelichting vermeld en verantwoord.

Art. 24. Elk bestanddeel van het vermogen wordt afzonderlijk gewaardeerd.

De afschrijvingen en de waardeverminderingen zijn specifiek voor de actiefbestanddelen waarop ze betrekking hebben. Voor actiefbestanddelen met volkomen identieke technische of juridische kenmerken mogen echter globale afschrijvingen en waardeverminderingen geacteerd worden.

De voorzieningen voor risico's en kosten worden geïndividualiseerd naargelang van de risico's en kosten van dezelfde aard die ze moeten dekken.

Onder risico's en kosten van dezelfde aard moeten de soorten risico's en kosten worden verstaan die bij wijze van voorbeeld in artikel 25, zevende lid zijn vermeld.

Art. 25. De waarderingsregels, de afschrijvingen, de waardeverminderingen, de technische provisies en voorzieningen voor risico's en kosten moeten voldoen aan de eisen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw.

De afschrijvingen, de waardeverminderingen en de voorzieningen voor risico's en kosten moeten stelselmatig worden gevormd volgens de door het pensioenfonds, overeenkomstig artikel 22, vastgelegde methoden.

Dezelfde regels zijn van toepassing op de technische provisies vermeld in de toelichting.

De toepassing van deze waarderingsregels mag niet afhangen van het resultaat van het boekjaar.

Er moet rekening gehouden worden met alle voorzienbare risico's, mogelijke verliezen en ontwaardingen, ontstaan tijdens het boekjaar waarop de jaarrekening betrekking heeft of tijdens voorgaande boekjaren, zelfs indien deze risico's, verliezen of ontwaardingen slechts gekend zijn tussen de balansdatum en het ogenblik waarop de jaarrekening door het beheersorgaan van het pensioenfonds wordt opgesteld.

Er moet rekening worden gehouden met de kosten en opbrengsten die betrekking hebben op het boekjaar of de voorgaande boekjaren, ongeacht de datum waarop deze kosten en opbrengsten worden betaald of geïnd, behalve indien de effectieve inning van de opbrengsten onzeker is.

Voorzieningen moeten, onder meer, gevormd worden met het oog op :

- a) de kosten van grote herstellings- en onderhoudswerken;
- b) de verlies- of kostenrisico's die voortvloeien uit persoonlijke of zakelijke zekerheden, verstrekt tot waarborg van schulden of verbintenissen van derden, uit verbintenissen tot aan- of verkoop van vaste activa, uit termijnposities of -overeenkomsten in deviezen, uit hangende geschillen.

De waardeverminderingen die in toepassing van artikel 30 werden toegepast, evenals de voorzieningen voor risico's en kosten, mogen niet worden gehandhaafd in die mate waarin ze op het einde van het boekjaar hoger zijn dan een actuele beoordeling, conform de normen waarvan sprake in het eerste lid, van de minderwaarden, risico's en kosten waarvoor ze werden gevormd.

Section II. — Valeur d'acquisition

Art. 26. Les éléments de l'actif sont évalués à leur valeur d'acquisition et sont portés au bilan pour cette même valeur, déduction faite des amortissements et réductions de valeur y afférents.

Par valeur d'acquisition, il faut entendre le prix d'acquisition défini à l'article 27.

Les créances qui ne sont pas représentées par des titres sont portées au bilan à leur valeur nominale, sans préjudice de l'application de l'article 19, alinéa 3.

Art. 27. Le prix d'acquisition comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires tels que les impôts non récupérables.

Section III. — Règles particulières relatives à la valeur d'acquisition

Art. 28. Les immobilisations ainsi que les immeubles de placement, dont l'utilisation est limitée dans le temps, font l'objet d'amortissements calculés selon un plan établi conformément à l'article 22.

Ces immobilisations et immeubles de placement font l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels lorsque, en raison de leur altération ou de modifications des circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation pour le fonds de pensions.

Les amortissements actés sur les immobilisations ainsi que sur les immeubles de placement, dont l'utilisation est limitée dans le temps, ne peuvent faire l'objet d'une reprise que si, à raison de modifications des circonstances économiques ou technologiques, le plan d'amortissement antérieurement pratiqué s'avère avoir été trop rapide.

Art. 29. Les montants des actions et parts sont mentionnés déduction faite des montants non appelés.

Art. 30. Les créances de la rubrique III font l'objet de réductions de valeur lorsque le remboursement à l'échéance de ces créances est en tout ou partie incertain ou compromis ainsi que dans la mesure où leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition.

Les actifs relevant de la rubrique IV font l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition.

Art. 31. Il est fait mention dans l'annexe parmi les règles d'évaluation visées à l'article 22, des méthodes et bases de conversion des avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères.

Section IV. — Valeur d'affectation

Art. 32. En plus des dispositions de l'article 26, les placements relevant de la rubrique II de l'actif sont évalués à leur valeur d'affectation au 31 décembre.

Par valeur d'affectation, il faut entendre la valeur fixée conformément à l'article 8, § 4 de l'arrêté royal du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance.

La différence nette au 31 décembre entre l'évaluation faite sur la base de la valeur d'affectation et l'évaluation faite sur la base de la valeur d'acquisition est inscrite à la rubrique de l'actif II, E « Plus-values ou moins-values non réalisées ».

La variation de cette différence est inscrite aux rubriques VIII du compte de résultats.

CHAPITRE V. — Dispositions diverses et transitoires

Art. 33. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux fonds de pensions en liquidation.

Dans les cas où, en exécution ou non d'une décision de mise en liquidation, le fonds de pensions renonce à poursuivre ses activités ou lorsque la perspective de continuité de ses activités, visée à l'article 22, alinéa 4 ne peut être maintenue, les règles d'évaluation sont adaptées en conséquence et, notamment :

- a) les frais d'établissement doivent être complètement amortis;
- b) les immobilisations font, le cas échéant, l'objet d'amortissements additionnels pour en ramener la valeur comptable à la valeur probable de réalisation;
- c) des provisions sont formées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités.

Afdeling II. — Aanschaffingswaarde

Art. 26. De actiefbestanddelen worden gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde, en voor dat bedrag opgenomen in de balans, onder aftrek van de desbetreffende afschrijvingen en waardeverminderingen.

Onder aanschaffingswaarde wordt verstaan de aanschaffingsprijs zoals bepaald in artikel 27.

De vorderingen die niet door effecten zijn vertegenwoordigd worden in de balans opgenomen voor hun nominale waarde, onverminderd de toepassing van artikel 19, derde lid.

Art. 27. De aanschaffingsprijs omvat, naast de aankoopprijs, de bijkomende kosten zoals niet terugbetaalbare belastingen.

Afdeling III. — Bijzondere regels betreffende de aanschaffingswaarde

Art. 28. Voor de vaste activa en voor de onroerende goederen bestemd voor belegging, met een beperkte gebruiksduur, wordt overgegaan tot afschrijving volgens een overeenkomstig artikel 22 opgesteld plan.

Voor de in het vorige lid bedoelde vaste activa en onroerende goederen bestemd voor belegging wordt overgegaan tot aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen wanneer, ingevolge hun ontaarding of wegens de wijziging van economische of technologische omstandigheden, hun boekhoudkundige waarde hoger is dan hun gebruiks-waarde voor het pensioenfonds.

De afschrijvingen op vaste activa en op onroerende goederen bestemd voor belegging, met een beperkte gebruiksduur, mogen slechts worden teruggenomen, wanneer blijkt dat het daarvoor toegepaste afschrijvingsplan, wegens gewijzigde economische of technologische omstandigheden, een te snelle afschrijving tot gevolg heeft gehad.

Art. 29. De bedragen van de deelnemingen en aandelen worden vermeld na aftrek van de niet-opgevraagde bedragen.

Art. 30. Op de vorderingen vermeld in de rubriek III worden waardeverminderingen toegepast, zo er voor het geheel of een gedeelte van de vordering onzekerheid bestaat over de betaling hiervan op de vervaldag alsook wanneer op de datum van de jaarafsluiting hun realisatiewaarde lager is dan hun aanschaffingswaarde.

Op de activa behorende tot de rubriek IV worden waardeverminderingen toegepast wanneer op de datum van de jaarafsluiting hun realisatiewaarde lager ligt dan hun aanschaffingswaarde.

Art. 31. De methoden en grondslagen voor de omrekening van in vreemde valuta uitgedrukte bezittingen, schulden en verplichtingen, worden in de toelichting vermeld bij de in artikel 22 bedoelde waardeeringsregels.

Afdeling IV. — Affectatiewaarde

Art. 32. De beleggingen vermeld in de actiefrubriek II worden, naast de waardering volgens de bepalingen van artikel 26, eveneens gewaardeerd aan hun affectatiewaarde op 31 december.

Onder de affectatiewaarde wordt verstaan de waarde bepaald overeenkomstig artikel 8, § 4 van het koninklijk besluit van 15 mei 1985 betreffende de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen.

Het netto verschil op 31 december tussen de waardering op basis van de affectatiewaarde en de waardering op basis van de aanschaffingswaarde wordt opgenomen in de actiefrubriek II, E « Niet-gerealiseerde meerwaarden of minderwaarden ».

De wijziging van dit verschil wordt ingeschreven in de rubriek VIII van de resultatenrekening.

HOOFDSTUK V. — Diverse en overgangsbepalingen

Art. 33. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de pensioenfondsen in vereffening.

Indien het pensioenfonds — al dan niet ingevolge een beslissing tot in vereffeningstelling — besluit zijn bedrijf stop te zetten of indien, in tegenstelling met het bepaalde in artikel 22, vierde lid, er niet meer kan van worden uitgegaan dat het pensioenfonds zijn bedrijf zal voortzetten, worden de waardeeringsregels dienovereenkomstig aangepast en geldt in het bijzonder het volgende :

- a) de oprichtingskosten moeten volledig worden afgeschreven;
- b) voor de vaste activa moet zonnodig tot aanvullende afschrijvingen worden overgegaan om de boekwaarde terug te brengen tot de vermoedelijke realisatiewaarde;
- c) een voorziening moet worden gevormd voor de kosten die verbonden zijn aan de beëindiging van de werkzaamheden.

Art. 34. Au début du premier exercice auquel s'appliquent pour un fonds de pensions les dispositions du présent arrêté, la valeur des éléments du bilan est égale à la valeur pour laquelle ils étaient portés, à l'inventaire établi au terme de l'exercice précédent.

Art. 35. La mention des chiffres correspondants de l'exercice précédent n'est, par dérogation à l'article 18, alinéa 1, pas obligatoire pour les comptes annuels du premier exercice auxquels s'appliquent les dispositions du présent arrêté.

Art. 36. Le présent arrêté s'applique pour la première fois aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1990.

Art. 37. Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Art. 34. Bij het begin van het eerste boekjaar waarin voor een pensioenfonds dit besluit toepasselijk wordt, is de waarde van de bestanddelen van de balans gelijk aan de waarde waarvoor ze in de inventaris op het einde van het voorafgaande boekjaar voor kwamen.

Art. 35. Het vermelden van de overeenkomende cijfers van het vorige boekjaar is, in afwijking van artikel 18, eerste lid, niet verplicht voor de jaarrekening over het eerste boekjaar waarop de bepalingen van dit besluit van toepassing zijn.

Art. 36. Dit besluit wordt voor het eerst toegepast op de jaarrekening afgesloten op het einde van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1990.

Art. 37. Onze Minister van Economische Zaken en het Plan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

Annexe à l'arrêté royal relatif aux comptes annuels des institutions privées de prévoyance

CHAPITRE I. — Schéma des comptes annuels

Section I. — Bilan

A. Actif

	1 Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
I. <u>Immobilisations</u>	001	.....	.....
II. <u>Placements</u>			
A. Immeubles	002	.....	.....
B. Titres			
1. Actions et parts	003	.....	.....
2. Titres à revenu fixe	004	.....	.....
3. Autres titres	005	.....	.....
C. Placements à terme	006	.....	.....
D. Autres placements	007	.....	.....
E. Plus-values ou moins-values non réalisées (+) (-)	008	.....	.....
III. <u>Créances</u>			
A. Employeurs			
1. Primes ou dotations à recevoir	009	.....	.....
2. Créances garanties	010	.....	.....
3. Créances spéciales	011	.....	.....
4. Autres	012	.....	.....
B. Crédits	013	.....	.....
C. Créances sur assureurs	014	.....	.....
D. Créances sur réassureurs	015	.....	.....
E. Autres créances	016	.....	.....
IV. <u>Valeurs disponibles</u>	017	.....	.....
V. <u>Comptes de régularisation</u>	018	.....	.....
Total	150	.....	.....

B. Passif

	2 Codes	Exercice clôture	Exercice précédent
I. <u>Patrimoine</u>			
A. Patrimoine à la fin de l'exercice	001	.....	.....
B. Patrimoine au début de l'exercice	002	.....	.....
C. Report du solde du compte de résultats (+) (-)	003	.....	.....
II. <u>Provisions pour risques et charges</u>	004	.....	.....
III. <u>Dettes</u>	005	.....	.....
IV. <u>Comptes de régularisation</u>	006	.....	.....
Total	150	.....	.....

Section II. — Compte de résultats**A. Charges**

	3 Codes	Exercice clôture	Exercice précédent
I. <u>Chargés techniques</u>			
A. Prestations	001	.....	.....
B. Prestations spéciales (art. 20, § 3, 2e alinéa, arrêté royal 14 mai 1985)	002	.....	.....
C. Transfert des droits de pension vers d'autres fonds de pensions ou compagnies d'assurances	003	.....	.....
D. Autres charges techniques			
1. Primes d'assurances	004	.....	.....
2. Autres	005	.....	.....
II. <u>Réassurance</u>			
A. Primes cédées	006	.....	.....
B. Autres charges	007	.....	.....
III. <u>Charges financières</u>			
A. Différences de change et écarts de conversion des devises	008	.....	.....
B. Autres	009	.....	.....
IV. <u>Autres charges d'exploitation</u>			
A. Biens et services	010	.....	.....
B. Autres	011	.....	.....
V. <u>Amortissements et réductions de valeur</u>	012	.....	.....
VI. <u>Provisions pour risques et charges</u>	013	.....	.....
VII. <u>Moins-values sur réalisations</u>	014	.....	.....
VIII. <u>Moins-values non réalisées sur placements</u>	015	.....	.....
IX. <u>Charges exceptionnelles</u>	016	.....	.....
X. <u>Impôt</u>	017	.....	.....
XI. <u>Solde positif</u>	018	.....	.....
Total	150	.....	.....

B. Produits

	4 Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
I. <u>Primes ou dotations et autres produits techniques</u>			
A. Primes ou dotations			
1. Allocations des employeurs	001	.....	.....
2. Cotisations des affiliés	002	.....	.....
B. Versements spéciaux	003	.....	.....
C. Variation des créances sur assureurs			
fin d'exercice (+)	004	.....	.....
début d'exercice (-)	005	.....	.....
D. Transfert de droits de pensions provenant d'autres fonds de pensions ou de compagnies d'assurances	006	.....	.....
E. Autres produits techniques	007	.....	.....
II. <u>Réassurance</u>			
A. Prestations	008	.....	.....
B. Variation des créances sur réassureurs			
fin d'exercice (+)	009	.....	.....
début d'exercice (-)	010	.....	.....
C. Autres produits	011	.....	.....
III. <u>Produits financiers</u>			
A. Produits des actifs	012	.....	.....
B. Autres produits financiers			
1. Différences de change et écarts de conversion des devises	013	.....	.....
2. Autres	014	.....	.....
IV. <u>Autres produits d'exploitation</u>	015	.....	.....
V. <u>Reprises d'amortissements et de réductions de valeur</u>	016	.....	.....
VI. <u>Reprises de provisions pour risques et charges</u>	017	.....	.....
VII. <u>Plus-values sur réalisations</u>	018	.....	.....
VIII. <u>Plus-values non réalisées sur placements</u>	019	.....	.....
IX. <u>Produits exceptionnels</u>	020	.....	.....
X. <u>Régularisations d'impôts</u>	021	.....	.....
XI. <u>Solde négatif</u>	022	.....	.....
Total	150	.....	.....

Section III — Annexes

N^o 1. Provisions techniques (art. 21 a) (× 1 000 F)

.....	A.	Montant théorique des provisions techniques relatives à tous les engagements y compris ceux pour lesquels aucune provision n'a été constituée (2)	.....
-	B.	Montant de la dispense (1)	.....
<hr/>			
.....	A. - B. ≤	C. Provisions techniques pour prestations constituées (2)	.....
		C. 1. Provision technique minimum (2)	.....
		C. 2. Autres	.....
		D. Provisions techniques pour prestations à régler (2)	.....
		E. Provisions techniques pour financement des prestations à constituer (2)	.....
			+
		F. Somme de C. à E.	.....

Sous-financement (3)	
Total des provisions techniques (point F)	.....
Patrimoine à la fin de l'exercice (rubrique I.A. au passif du bilan)	-
<hr/>	
Insuffisance du patrimoine à la fin de l'exercice	.....

- (1) Article 20, § 1er, 1er alinéa et article 20, § 2 de l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.
(2) Voir les définitions à la section III du chapitre II de l'Annexe au présent arrêté.
(3) Cadre à ne remplir que si F. est supérieur au patrimoine à la fin de l'exercice.

N^o 2 Etat des actions et des titres à revenu fixe de l'entreprise ou des entreprises pour le personnel desquelles le Fonds de pensions a été constitué ainsi que des prêts consentis à cette ou ces entreprises (× F 1 000)

Dénominations	Valeur à l'actif du bilan
1. Actions (comprises dans la sous-rubrique II.B.1. de l'actif) :
2. Titres à revenu fixe (compris dans la sous-rubrique II.B.2. de l'actif) :
3. Prêts (compris dans la sous-rubrique III.A.4. de l'actif) :

N° 3 Modifications dans la présentation des comptes annuels — Justifications
(Art. 17)

Modifications

Justifications

N° 4 Droits et engagements (Art. 21 b. et c.) (× F 1 000).

Catégories

Montants

N° 5 Règles d'évaluation — Bases de conversion des monnaies étrangères (Art. 22 et 31)

A. Règles qui président aux évaluations dans l'inventaire.

1. Constitution et ajustements d'amortissements
2. Réductions de valeurs
3. Provisions pour risques et charges
4. Provisions techniques
5. Autres

B. Bases de conversion en francs belges des éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère.

N° 6 Modifications des règles d'évaluation (Art. 23).

Exposé des adaptations et leurs justifications.

N° 7 Informations complémentaires (Art. 9).

CHAPITRE II. — Définitions des rubriques et sous-rubriques des comptes annuels

Section I. — Bilan

A. Actif

I. Immobilisations.

Sont portés sous cette rubrique, notamment :

- les frais de constitution ainsi que les autres frais d'établissement pour autant qu'ils ne soient pas à charge de l'exercice;
- les installations, les machines, l'équipement électronique, le mobilier et le matériel roulant dont le fonds de pensions est propriétaire et qui sont utilisés dans le cadre de son activité de prévoyance.

II. Placements.

II. A. Immeubles.

Sous cette rubrique sont repris les immeubles dont le fonds de pensions est propriétaire.

II. B. Titres.

Ne peuvent être repris sous cette rubrique, les titres reçus en garantie, en particulier ceux du réassureur, qui ne peuvent figurer au bilan mais doivent être mentionnés dans l'annexe.

II. B. 1. Actions et parts.

Sont classés sous ce poste les droits sociaux détenus dans des entreprises.

Sont également classées sous ce poste : les actions de l'entreprise ou des entreprises pour le personnel desquelles le fonds de pensions a été constitué, qui sont détenues par le fonds de pensions.

II. B. 2. Titres à revenu fixe.

Ce poste comporte les titres émis tant par les autorités publiques, les organismes publics de crédit que par les entreprises privées.

Les titres à revenu fixe comportent notamment les obligations, les obligations convertibles, les bons de caisse, les bons de capitalisation.

Sont également portées sous ce poste, les créances, incorporées dans des titres, sur l'entreprise ou les entreprises pour le personnel desquelles le fonds de pensions a été constitué.

II. B. 3. Autres titres.

Sont notamment repris sous cette rubrique : les certificats immobiliers, les certificats représentatifs de parts de copropriété dans des fonds communs de placement, les parts de sociétés dont l'objet social consiste principalement à effectuer des opérations à caractère immobilier.

II. C. Placements à terme.

Sont repris sous cette rubrique :

- les comptes à terme à plus d'un mois;
- les comptes à terme avec préavis de plus d'un mois.

II. D. Autres placements.

Sous ce poste sont portés tous les placements qui ne peuvent être classés sous aucune des rubriques II. A, II. B ou II. C.

III. Créances.

III. A. Employeur.

III. A. 1. Primes ou dotations à recevoir.

Ce poste comporte les créances relevant de primes ou dotations qui doivent encore être payées par l'entreprise ou les entreprises pour le personnel desquelles le fonds de pensions a été constitué. Les montants se rapportent tant aux cotisations du personnel qu'aux allocations de l'entreprise ou des entreprises susvisées.

III. A. 2. Créances garanties.

Sous cette rubrique sont exclusivement portées les créances sur l'employeur considérées comme éléments constitutifs de la marge de solvabilité (article 8, § 1 de l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances).

III. A. 3. Créances spéciales.

Sous cette rubrique sont exclusivement portées les créances visées à l'article 20, § 1, alinéa 3 de l'arrêté royal du 14 mai 1985 précité, qui sont mises en couverture des provisions techniques.

III. A. 4. Autres.

Sous cette rubrique sont portées tous les crédits, avances ou autres prêts consentis à l'employeur, à l'exception des créances représentées par des titres qui doivent être portés sous la rubrique II. B. 2.

III. B. Crédits.

Sous cette rubrique sont notamment repris les prêts hypothécaires, les crédits hypothécaires, les avances et tous les autres prêts accordés à des tiers, à l'exception des prêts représentés par des titres qui doivent être portés sous la rubrique II. B. 2.

III. C. Créances sur assureurs.

Sous cette rubrique est portée la part des assureurs agréés dans les engagements de pensions, qui, dans le chef de l'assureur, relève des affaires directes de sa gestion « VIE ».

III. D. Créances sur réassureurs.

Sous cette rubrique sont portées les sommes dues par les réassureurs, qui résultent d'opérations relatives à la couverture des risques décès ou d'invalidité.

III. E. Autres créances.

Sous cette rubrique sont portées toutes les créances qui ne peuvent être classées sous aucune des rubriques III. A., III. B., III. C. ou III. D. précitées.

Sont notamment portés sous ce poste, les comptes courants des sociétés d'assurance et de réassurance, les intérêts, loyers et autres revenus de placements échus et à recouvrer.

Ce poste comporte en particulier les cautionnements en numéraire versés au titre de garanties permanentes, notamment auprès d'administrations ou d'entreprises de services publics, ainsi que d'autres cautionnements légaux constitués en espèces.

IV. Valeurs disponibles.

Les valeurs disponibles comprennent outre les encaisses, les comptes à vue et les comptes à terme et à préavis à un mois au plus.

V. Comptes de régularisation.

Ce poste comporte notamment :

- a) les charges à reporter, c'est-à-dire les prorata des charges exposées au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, mais qui sont à rattacher à un ou plusieurs exercices ultérieurs.
- b) les produits acquis, c'est-à-dire les prorata des produits qui n'échoieront qu'au cours d'un exercice ultérieur, mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé.

B. Passif**I. A. Patrimoine à la fin de l'exercice.**

Au sens du présent arrêté, le patrimoine est le total des fonds accumulés en faveur des bénéficiaires du fonds de pensions; il correspond à l'actif net c'est-à-dire au total bilantaire de l'actif diminué des provisions pour risques et charges, des dettes et des comptes de régularisation du passif.

II. Provisions pour risques et charges.

Est porté sous cette rubrique, notamment, le fonds de reconstitution des prêts par annuités c'est-à-dire la valeur acquise à la date de clôture de l'exercice par les versements reconstitutifs de ces prêts, calculée au taux de reconstitution.

III. Dettes.

Sont notamment repris sous cette rubrique :

- dettes de prêts contractés;
- garanties déposées en espèces;
- dettes fiscales, salariales et sociales;
- capitaux non liquidés sur prêts consentis;
- fournisseurs;
- comptes courants;
- contributions dues aux organismes publics.

À l'exclusion des dettes résultant de l'exécution du plan de pension et échues à la clôture de l'exercice; celles-ci sont mentionnées dans l'annexe.

IV. Comptes de régularisation.

Ce poste comporte notamment :

- a) les charges à imputer, c'est-à-dire les prorata de charges qui n'échoieront qu'au cours d'un exercice ultérieur, mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé.
- b) les produits à reporter, c'est-à-dire les prorata de produits perçus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, qui sont à rattacher à un exercice ultérieur.

*Section II. — Comptes de résultats**A. Charges*I. Charges techniques.I. A. Prestations.

Les montants portés sous ce poste, à l'exception de ceux qui doivent figurer sous la rubrique I. B., se rapportent aux paiements effectués en faveur des bénéficiaires, sans déduire l'intervention éventuelle de l'assureur ou du réassureur, laquelle est respectivement portée aux postes I. E. ou II. A. des produits.

I. B. Prestations spéciales.

Sous ce poste, en vertu de l'article 20, § 3 de l'arrêté royal du 14 mai 1985, doivent uniquement être portés les montants relatifs aux paiements effectués par le fonds de pensions et se rapportant aux engagements antérieurs au 1er janvier 1986 visés par une dispense en matière de provisions techniques, octroyée conformément à l'article 20, §§ 1 et 2 de l'arrêté royal précité.

I. D. Autres charges techniques.I. D. 1. Primes d'assurances.

Ce poste comprend en particulier les sommes payées par le fonds de pensions à une entreprise d'assurance agréée (primes uniques ou périodiques, allocations) en exécution d'engagements de pensions.

II. Réassurance.II. B. Autres charges.

Sous ce poste sont notamment repris les intérêts à payer.

III. Charges financières.III. A. Différences de change et écarts de conversion des devises.

Sont portés sous cette rubrique les écarts déficitaires constatés au moment de la réalisation d'avoirs et du paiement de dettes, en devises, et dus aux différences de taux de change ainsi que les écarts provenant de la conversion en francs belges, au 31 décembre, des éléments du bilan autres que les placements figurant à la rubrique II de l'actif, qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère.

IV. Autres charges d'exploitation.IV. A. Biens et services.

Ce poste comporte les charges liées à la prestation de services ou à la livraison de biens par des tiers.

IV. B. Autres.

Sous ce poste sont notamment portés :

- les rémunérations et autres frais de personnel;
- les impôts (taxes, précomptes, ...) à l'exclusion de la taxe compensatoire des droits de succession visée à la rubrique X;
- les frais généraux (téléphone, assurances, frais de contrôle, ...).

V. Amortissements et réductions de valeurs.

Sont portées sous cette rubrique les dotations d'amortissements relatives aux immobilisations et aux immeubles de placement dont l'utilisation est limitée dans le temps, et, les réductions de valeur actées relatives aux éléments de l'actif figurant sous les rubriques III et IV.

VII. Moins-values sur réalisation.

Sous ce poste figurent les moins-values qui sont actées lors de la réalisation des éléments d'actifs mentionnés sous les rubriques I à IV incluses du bilan.

VIII. Moins-values non réalisées sur placements.

Sont portées sous cette rubrique l'augmentation des moins-values non réalisées relatives aux éléments de l'actif figurant sous la rubrique II et la diminution des plus-values non réalisées relatives auxdits éléments.

IX. Charges exceptionnelles.

Sous cette rubrique doivent figurer les charges imputables à des exercices antérieurs.

Sont également mentionnées sous cette rubrique les charges qui ne concernent pas l'exploitation normale du fonds de pensions. Elles peuvent être reprises sous le poste IV. B. « Autres charges d'exploitation » si elles ne représentent qu'un montant négligeable.

X. Impôts.

Est notamment imputée sous cette rubrique la taxe compensatoire des droits de succession.

B. Produits

I. Primes ou dotations et autres produits techniques.

I. A. Primes ou dotations.

Sont reprises sous cette rubrique les allocations des employeurs ou les cotisations des affiliés, imputables à l'exercice, versées ou restant à verser et destinées au fonctionnement du fonds de pensions, à l'exception des versements visés à la rubrique I. B. et après déduction des annulations.

I. B. Versements spéciaux.

Sont portés sous cette rubrique les versements de l'employeur relatifs aux engagements antérieurs au 1er janvier 1986 visés par une dispense octroyée conformément à l'article 20, § 1 et 2 de l'arrêté royal du 14 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance.

I. C. Variation des créances sur assureurs.

Il s'agit de la somme algébrique des montants à la fin de l'exercice (+) et au début de l'exercice (-) relatifs aux créances mentionnées sous la rubrique III. C. du bilan.

I. E. Autres produits techniques.

Ce poste comprend en particulier les sommes reçues de compagnies d'assurances agréées en exécution d'engagements de pensions. Ce poste comprend également la variation des créances mentionnées sous la rubrique III. A. 2. du bilan.

II. Réassurance.

II. C. Autres produits.

Les commissions éventuelles sont notamment reprises sous ce poste.

III. Produits financiers.

III. A. Produits des actifs.

Par produits, il convient d'entendre les produits financiers échus, encaissés ou non, ainsi que le mouvement des prorata de produits financiers courus et non encore échus.

III. B. 1. Différences de change et écarts de conversion des devises.

Sont portés sous cette rubrique les écarts bénéficiaires constatés au moment de la réalisation d'avoirs et du paiement de dettes, en devises, et dus aux différences de change, ainsi que les écarts provenant de la conversion en francs belges, au 31 décembre, des éléments du bilan autres que les placements figurant à la rubrique II de l'actif, qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère.

VII. Plus-values sur réalisation.

Sous ce poste figurent les plus-values qui sont actées lors de la réalisation des éléments d'actifs mentionnés sous les rubriques I à IV incluses du bilan.

VIII. Plus-values non réalisées sur placements.

Sont portées sous cette rubrique l'augmentation des plus-values non réalisées relatives aux éléments de l'actif figurant sous la rubrique II et la diminution des moins-values non réalisées relatives auxdits éléments.

IX. Produits exceptionnels.

Sont portés sous cette rubrique les produits imputables à des exercices antérieurs. Sont également mentionnés sous cette rubrique les produits qui ne concernent pas l'exploitation normale du fonds de pensions. Si ces produits représentent un montant négligeable, ils peuvent être repris sous le poste IV « Autres produits d'exploitation ».

X. Régularisations d'impôts.

Sont portées sous cette rubrique, les restitutions obtenues ou estimées d'excédents de versements d'impôts relatifs à des exercices antérieurs.

Section III. — Annexe n° 1

A. Montant théorique des provisions techniques relatives à tous les engagements y compris ceux pour lesquels aucune provision n'a été constituée.

Il s'agit du montant théorique des provisions techniques relatives aux prestations proméritées ou acquises mais non encore échues, calculé en faisant abstraction des dispenses liées aux articles 20, § 1 et 20, § 2 de l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

C. Provisions techniques pour prestations constituées.

Il s'agit des provisions relatives aux obligations de promesses de pension et se référant à des prestations (capitales et rentes) qui ne sont pas encore échues.

C. 1. Provision technique minimum.

Il s'agit de la provision calculée sur base des articles 20, 21 et 23 de l'arrêté royal du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance.

C. 2. Autres.

Elles sont égales à la différence positive entre les provisions techniques pour prestations constituées et la provision technique minimum.

D. Provisions techniques pour prestations à régler.

Il s'agit des provisions relatives aux valeurs de rachat, capitales, arrérages de rentes, échus mais non encore liquidés à la date de clôture de l'exercice.

E. Provisions techniques pour financement des prestations à constituer.

Elles sont égales à la différence positive entre le patrimoine à la fin de l'exercice (rubrique I. A. au passif du bilan) et la somme des montants relatifs aux postes C. et D. ci-dessus.

Bijlage bij het koninklijk besluit met betrekking tot de jaarrekening van private verzorgingsinstellingen

HOOFDSTUK I. — Schema van de jaarrekening

Afdeling I. — Balans

A. Activa

	1 Codes	Afgesloten boekjaar	Vorig boekjaar
I. <u>Vaste activa</u>	001	.....	.....
II. <u>Beleggingen</u>			
A. Onroerende goederen	002	.....	.....
B. Effecten			
1. Aandelen en deelbewijzen	003	.....	.....
2. Vastrentende effecten	004	.....	.....
3. Overige effecten	005	.....	.....
C. Termijnbeleggingen	006	.....	.....
D. Overige beleggingen	007	.....	.....
E. Niet-gerealiseerde meerwaarden of minderwaarden (+) (-)	008	.....	.....
III. <u>Vorderingen</u>			
A. Werkgevers			
1. Te ontvangen premies of dotaties	009	.....	.....
2. Gewaarborgde vorderingen	010	.....	.....
3. Bijzondere vorderingen	011	.....	.....
4. Overige	012	.....	.....
B. Kredieten	013	.....	.....
C. Vorderingen op verzekeraars	014	.....	.....
D. Vorderingen op herverzekeraars	015	.....	.....
E. Overige vorderingen	016	.....	.....
IV. <u>Liquide middelen</u>	017	.....	.....
V. <u>Overlopende rekeningen.</u>	018	.....	.....
Totaal	150	.....	.....

B. Passiva

	2 Codes	Afgesloten boekjaar	Vorig boekjaar
I. Vermogen			
A. Vermogen op het einde van het boekjaar	001	.....	.....
B. Vermogen op het begin van het boekjaar	002	.....	.....
C. Overdragen saldo van de resultatenrekening (+) (-)	003	.....	.....
II. Voorzieningen voor risico's en kosten	004	.....	.....
III. Schulden	005	.....	.....
IV. Overlopende rekeningen	006	.....	.....
Totaal	150	.....	.....

Afdeling II. — Resultatenrekening

A. Kosten

	3 Codes	Afgesloten boekjaar	Vorig boekjaar
I. Technische kosten			
A. Uitkeringen	001	.....	.....
B. Bijzondere uitkeringen (art. 20, § 3, 2 ^o alinea, koninklijk besluit 14 mei 1985)	002	.....	.....
C. Overdracht van pensioenrechten naar andere pensioenfondsen of verzekeringsondernemingen	003	.....	.....
D. Overige technische kosten			
1. Verzekeringspremies	004	.....	.....
2. Overige	005	.....	.....
II. Herverzekering			
A. Afgestane premies	006	.....	.....
B. Overige kosten	007	.....	.....
III. Financiële kosten			
A. Wisselresultaten en resultaten uit de omrekening van vreemde valuta	008	.....	.....
B. Overige	009	.....	.....
IV. Andere bedrijfskosten			
A. Diensten en goederen	010	.....	.....
B. Overige	011	.....	.....
V. Afschrijvingen en waardeverminderingen	012	.....	.....
VI. Voorzieningen voor risico's en kosten	013	.....	.....
VII. Minderwaarden op de realisatie	014	.....	.....
VIII. Niet-gerealiseerde minderwaarden op beleggingen	015	.....	.....
IX. Uitzonderlijke kosten	016	.....	.....
X. Belastingen	017	.....	.....
XI. Positief saldo	018	.....	.....
Totaal	150	.....	.....

E. Opbrengsten

	4 Codes	Afgesloten boekjaar	Vorig boekjaar
I. <u>Premies of dotaties en andere technische opbrengsten</u>			
A. Premies of dotaties			
1. Toelagen werkgevers	001	.....	.....
2. Bijdragen werknemers	002	.....	.....
B. Bijzondere stortingen	003	.....	.....
C. Wijziging van de vorderingen op verzekeraars			
einde boekjaar (+)	004	.....	.....
begin boekjaar (-)	005	.....	.....
D. Overname van pensioenrechten van andere pensioen-	006	.....	.....
fondsen of verzekeringsondernemingen			
E. Andere technische opbrengsten	007	.....	.....
II. <u>Herverzekering</u>			
A. Uitkeringen	008	.....	.....
B. Wijziging van de vorderingen op herverzekeraars			
einde boekjaar (+)	009	.....	.....
begin boekjaar (-)	010	.....	.....
C. Overige opbrengsten	011	.....	.....
III. <u>Financiële opbrengsten</u>			
A. Opbrengsten van activa	012	.....	.....
B. Overige opbrengsten			
1. Wisselresultaten en resultaten uit de omrekening van	013	.....	.....
vreemde valuta			
2. Overige	014	.....	.....
IV. <u>Andere bedrijfsopbrengsten</u>	015	.....	.....
V. <u>Terugneming van afschrijvingen en waardeverminderingen</u>	016	.....	.....
VI. <u>Terugneming van voorzieningen voor risico's en kosten</u>	017	.....	.....
VII. <u>Meerwaarden op de realisatie</u>	018	.....	.....
VIII. <u>Niet-gerealiseerde meerwaarden op beleggingen</u>	019	.....	.....
IX. <u>Uitzonderlijke opbrengsten</u>	020	.....	.....
X. <u>Regularisering van belastingen</u>	021	.....	.....
XI. <u>Negatief saldo</u>	022	.....	.....
Totaal	150	.....	.....

N° 3 Wijzigingen in de voorstelling van de jaarrekening — Verantwoordingen (Art. 17)

Wijzigingen
—**Verantwoordingen**
—**N° 4 Rechten en verplichtingen (Art. 21 b. en c.) (× F 1 000)**

Categorieën
—**Bedragen**
—**N° 5 Waarderingsregels — Omrekeningsbasis van de buitenlandse munten. (Art. 22 en 31)****A. Regels die gelden voor de waardering van de inventarissen.**

1. Vorming en aanpassing van de afschrijvingen
2. Waardeverminderingen
3. Voorzieningen voor risico's en kosten
4. Technische provisies
5. Andere

B. Omrekeningsbasis in Belgische franken van elementen, opgenomen in de jaarrekening die oorspronkelijk worden of werden uitgedrukt in vreemde munten.**N° 6 Afwijkingen van de waarderingsregels (Art. 23)****Vermelding van de aanpassingen en hun verantwoordingen.****N° 7 Aanvullende inlichtingen (Art. 9)**

HOOFDSTUK II. — *Omschrijving van de rubrieken en onderrubrieken van de jaarrekening*

Afdeling I. — Balans

A. Activa

I. Vaste activa.

In deze rubriek worden o.m. geboekt:

- kosten van oprichting en andere kosten van inrichting voor zover ze niet ten laste worden genomen van het boekjaar.
- installaties, machines, elektronische uitrusting, meubilair en rollend materieel waarvan het pensioenfonds eigenaar is en die voor de uitoefening van zijn verzorgingsactiviteit worden aangewend.

II. Beleggingen.

II. A. Onroerende goederen.

In die rubriek worden de onroerende goederen opgenomen waarvan het pensioenfonds eigenaar is.

II. B. Effecten.

Mogen niet onder deze rubriek opgenomen worden, de als waarborg ontvangen effecten, inzonderheid deze van de herverzekeraar, die niet in de balans mogen voorkomen, maar in de toelichting dienen vermeld.

II. B. 1. Aandelen en deelnemingen.

Deze post omvat de maatschappelijke rechten die in ondernemingen worden aangehouden.

Worden eveneens onder deze post geboekt: de door het pensioenfonds aangehouden aandelen van de onderneming of ondernemingen voor wiens personeel het pensioenfonds werd opgericht.

II. B. 2. Vastrentende effecten.

Deze post bevat de effecten uitgegeven zowel door de publieke overheden, openbare kredietinstellingen als privé-ondernemingen.

Vastrentende effecten omvatten onder meer obligaties, converteerbare obligaties, kasbons, kapitalisatiebons.

Worden eveneens onder deze post geboekt, de vorderingen, belichaamd in effecten, op de onderneming of ondernemingen voor wiens personeel het pensioenfonds werd opgericht.

II. B. 3. Overige effecten.

Worden onder meer in deze rubriek opgenomen: de onroerende certificaten, de certificaten die de rechten van de mede-eigenaar in gemeenschappelijke beleggingsfondsen vertegenwoordigen, de deelbewijzen van vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel er hoofdzakelijk in bestaat onroerende verrichtingen tot stand te brengen.

II. C. Termijnbeleggingen.

Worden in deze rubriek opgenomen:

- de termijnrekeningen op meer dan één maand;
- de rekeningen met opzegtermijn van meer dan één maand.

II. D. Overige beleggingen.

Onder deze post worden alle beleggingen geboekt die niet onder één van de rubrieken II. A, II. B of II. C. kunnen gerangschikt worden.

III. Vorderingen.

III. A. Werkgever.

III. A. 1. Te ontvangen premies of dotaties.

Deze post bevat de vorderingen uit hoofde van premies of dotaties die door de onderneming of ondernemingen voor wiens personeel het pensioenfonds werd opgericht nog moeten betaald worden. De bedragen hebben zowel betrekking op de bijdragen van het personeel als op de toelagen van de voornoemde ondernemingen of ondernemingen.

III. A. 2. Gewaarborgde vorderingen.

In deze rubriek worden uitsluitend de vorderingen op de werkgever vermeld die aangewend worden als bestanddeel van de solvabiliteitsmarge (artikel 8, § 1 van het koninklijk besluit van 14 mei 1985 betreffende de toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen).

III. A. 3. Bijzondere vorderingen.

Worden uitsluitend onder deze post geboekt de schuldvorderingen tot dekking van de technische provisies, bedoeld bij artikel 20, § 1, derde lid van het bovenvermeld koninklijk besluit van 14 mei 1985.

III. A. 4. Overige.

Onder deze rubriek worden alle aan de werkgever toegestane kredieten, voorschotten of andere leningen geboekt, met uitzondering van deze die door effecten zijn vertegenwoordigd en die onder rubriek II. B. 2. moeten geboekt worden.

III. B. Kredieten.

Onder deze rubriek worden onder meer opgenomen: hypothecaire leningen, hypothecaire kredieten, voorschotten en alle andere leningen aan derden toegestaan, met uitzondering van de leningen die door effecten zijn vertegenwoordigd en onder rubriek II. B. 2. moeten geboekt worden.

III. C. Vorderingen op verzekeraars.

Deze post bevat het aandeel van de toegelaten verzekeraars in de pensioenverplichtingen en die tot de rechtstreekse zaken van het afzonderlijk beheer « leven » van de verzekeraar behoren.

III. D. Vorderingen op herverzekeraars.

Deze rubriek bevat de bedragen verschuldigd door de herverzekeraars, voorspruitende uit verrichtingen betreffende de dekking van overlijdens- of invaliditeitsrisico's.

III. E. Overige vorderingen.

Onder deze rubriek worden alle vorderingen geboekt die niet onder één van de rubrieken III. A., III. B., III C. of III D. kunnen gerangschikt worden.

Worden onder meer onder deze post geboekt, de lopende rekeningen met verzekerings- en herverzekeringsmaatschappijen, de reeds vervallen en nog te innen interesten, huurgelden en andere opbrengsten van beleggingen.

Deze post bevat in het bijzonder de borgtochten in contanten gestort als doorlopende waarborg, onder meer aan openbare besturen of nutsbedrijven alsmede andere wettelijke borgstellingen in speciën.

IV. Liquide middelen.

De liquide middelen omvatten behalve de kasmiddelen, de zichtrekeningen, termijnrekeningen en rekeningen met een opzegtermijn op hoogstens één maand.

V. Overlopende rekeningen.

Onder deze post worden opgenomen :

- a) de over te dragen kosten, dit wil zeggen de prorata van kosten die werden gemaakt tijdens het boekjaar of tijdens een vorig boekjaar maar die ten laste van één of meer volgende boekjaren moeten worden gebracht.
- b) de verworven opbrengsten, dit wil zeggen de prorata van opbrengsten die slechts in de loop van een volgend boekjaar zullen worden geïnd maar die betrekking hebben op een verstreken boekjaar.

B. Passiva**I. A. Vermogen op het einde van het boekjaar.**

Onder het vermogen wordt in dit besluit verstaan de gecumuleerde fondsen ten gunste van de aangeslotenen van het pensioenfonds; dit komt overeen met het totaal van het actief van de balans vermindert met de provisies voor risico's en kosten, de schulden en de overlopende rekeningen van het passief.

II. Voorzieningen voor risico's en kosten.

Wordt onder meer onder die rubriek geboekt, het reconstitutiefonds voor annuïteitsleningen dit wil zeggen de verworven waarde bij het afsluiten van het boekjaar, gevormd door de reconstitutiestortingen van deze leningen berekend aan de reconstitutievoet.

III. Schulden.

Worden onder meer onder deze rubriek opgenomen :

- schulden van aangegane leningen;
- waarborgen in speciën;
- schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten;
- nog uit te keren bedragen op toegestane leningen;
- leveranciers;
- lopende rekeningen;
- bijdragen verschuldigd aan openbare instellingen...

Uitgezonderd de schulden voortvloeiend uit de toepassing van het pensioenreglement en vervallen op de afsluitingsdatum van het boekjaar; deze schulden worden in de toelichting vermeld.

IV. Overlopende rekeningen.

Worden onder deze post opgenomen :

- a) de toe te rekenen kosten, dit wil zeggen de prorata van kosten die pas in een later boekjaar zullen worden betaald maar die betrekking hebben op een verstreken boekjaar.
- b) de over te dragen opbrengsten, dit wil zeggen de prorata van opbrengsten die in de loop van het boekjaar of van een vorig boekjaar zijn geïnd, doch die betrekking hebben op een later boekjaar.

Afdeling II. — Resultatenrekening

A. Kosten

I. Technische kosten.

I. A. Uitkeringen.

In deze rubriek worden de bedragen vermeld betreffende de betalingen aan de begunstigen, uitgezonderd echter de sommen die moeten vermeld worden in de rubriek I. B. De eventuele tussenkomst van de verzekeraar of herverzekeraar mag niet in mindering gebracht worden, die tussenkomst wordt respectievelijk in de rubrieken I. E. of II. A. van de opbrengsten vermeld.

I. B. Bijzondere uitkeringen.

In deze rubriek moeten krachtens artikel 20, § 3 van het koninklijk besluit van 14 mei 1985, uitsluitend de betalingen geboekt worden van het pensioenfonds betreffende de verbintenissen voorafgaand aan 1 januari 1988 en waarvoor er een vrijstelling voor de samenstelling van de technische provisies werd verleend overeenkomstig artikel 20, § 1 en § 2 van vermeld koninklijk besluit.

I. D. Overige technische kosten.

I. D. 1. Verzekeringspremies.

In het bijzonder bevat deze post de door het pensioenfonds aan een toegelaten verzekeringsmaatschappij betaalde sommen (koopsommen of periodieke premies, toelaten) in uitvoering van de pensioenverbintenissen.

II. Herverzekering.

II. B. Overige kosten.

Onder deze post worden onder meer opgenomen: de te betalen interesten.

III. Financiële kosten.

III. A. Wisselresultaten en resultaten uit de omrekening van vreemde valuta.

Worden onder deze rubriek opgenomen de minderwaarden, veroorzaakt door wisselkoersverschillen, opgelopen bij realisatie van bezittingen en betaling van schulden in deviezen, alsook de resultaten uit de omrekening in Belgische franken op 31 december van de elementen van de balans, andere dan de beleggingen vermeld in de actiefrubriek II. die oorspronkelijk worden of werden uitgedrukt in buitenlandse munt.

IV. Andere bedrijfskosten.

IV. A. Diensten en goederen.

Deze post bevat de kosten verbonden met de dienstverlening of levering van goederen door derden.

IV. B. Overige.

Onder deze post worden onder meer geboekt:

- de bezoldigingen en andere personeelskosten;
- de belastingen (taksen, voorheffingen, ...) uitgezonderd de taks tot vergoeding der successierechten bedoeld in de rubriek X;
- de algemene kosten (telefoon, verzekeringen, controlekosten, ...).

V. Afschrijvingen en waardeverminderingen.

Onder deze post worden opgenomen de gevormde afschrijvingen op de vaste activa en de onroerende goederen bestemd voor belegging, waarvan het gebruik in de tijd is beperkt, alsook de waardeverminderingen op de activa vermeld onder de rubrieken III. en IV.

VII. Minderwaarden op de realisatie.

Onder deze post worden de minderwaarden opgenomen die worden geboekt bij de realisatie van bestanddelen van de activa vermeld onder de rubrieken I tot en met IV van de balans.

VIII. Niet-gerealiseerde minderwaarden op beleggingen.

In die rubriek worden de verhoging van de niet-gerealiseerde minderwaarden op de elementen van de actiefrubriek II. en de vermindering van de niet-gerealiseerde meerwaarden op deze elementen opgenomen.

IX. Uitzonderlijke kosten.

In die rubriek moeten de kosten worden opgenomen die tot vroegere boekjaren behoren.

Deze post heeft ook betrekking op kosten die geen verband houden met de gewone bedrijfsuitoefening van het pensioenfonds. Wanneer deze kosten een te verwaarlozen bedrag vertegenwoordigen, mogen ze onder de post IV. B. « overige bedrijfskosten » worden vermeld.

X. Belastingen.

In die rubriek wordt onder meer de taks tot vergoeding der successierechten opgenomen.

B. Opbrengsten

I. Premies of dotaties en andere technische opbrengsten.

I. A. Premies of dotaties.

Onder deze post worden geboekt de op het boekjaar aan te rekenen gestorte of nog te storten toelagen van werkgevers of de bijdragen van deelnemers, vernietigingen afgetrokken, en bestemd voor de werking van het pensioenfonds, uitgezonderd echter de stortingen bedoeld in rubriek I. B.

I. B. Bijzondere stortingen.

Worden onder deze rubriek geboekt de stortingen van de werkgever met betrekking tot de verbintenissen voorafgaand aan 1 januari 1986 en waarvoor een vrijstelling werd verleend overeenkomstig artikel 20, § 1 en § 2 van het koninklijk besluit van 14 mei 1985 betreffende de private verzorgingsinstellingen.

I. C. Wijziging van de vorderingen op verzekeraars.

Hiermede wordt de algebraïsche som bedoeld van de bedragen op het einde van het boekjaar (+) en in het begin van het boekjaar (-) met betrekking tot de onder rubriek III. C. van de balans vermelde vorderingen.

I. E. Andere technische opbrengsten.

Worden in het bijzonder onder deze post opgenomen de sommen ontvangen van toegelaten verzekeringsondernemingen in uitvoering van de pensioenverbintenissen. Deze rubriek bevat eveneens de wijziging van de vorderingen vermeld in de rubriek III. A. 2. van de balans.

II. Herverzekering.

II. C. Overige opbrengsten.

Onder deze post worden onder meer de commissielonen geboekt.

III. Financiële opbrengsten.

III. A. Opbrengsten van activa.

Onder opbrengsten van activa dient te worden verstaan de vervallen al dan niet geïnde financiële opbrengsten alsmede de wijziging van de prorata van de gelopen en nog niet vervallen financiële opbrengsten.

III. B. 1. Wisselresultaten en resultaten uit de omrekening van vreemde valuta.

Worden onder deze rubriek opgenomen de meerwaarden gerealiseerd bij het te gelde maken van bezittingen en bij betaling van schulden in deviezen veroorzaakt door wisselkoersverschillen, alsook de resultaten die voortvloeien uit de omrekening in Belgische franken op 31 december van de elementen van de balans andere dan de beleggingen vermeld in de actiefrubriek II., die oorspronkelijk worden of werden uitgedrukt in buitenlandse munt.

VII. Meerwaarden op de realisatie.

Onder deze post worden de meerwaarden opgenomen die worden geboekt bij de realisatie van bestanddelen van de activa vermeld onder de rubrieken I tot en met IV van de balans.

VIII. Niet-gerealiseerde meerwaarden op beleggingen.

In deze rubriek worden de verhoging van de niet-gerealiseerde meerwaarden op de elementen van de actiefrubriek II. en de vermindering van de niet-gerealiseerde minderwaarden op deze elementen opgenomen.

IX. Uitzonderlijke opbrengsten.

Worden onder deze rubriek geboekt de opbrengsten die op voorgaande boekjaren betrekking hebben. Worden eveneens hieronder vermeld de opbrengsten die geen verband houden met de gewone bedrijfsuitoefening van het pensioenfonds. Wanneer deze opbrengsten een te verwaarlozen bedrag vertegenwoordigen, mogen ze onder de post IV. « Andere bedrijfsopbrengsten » geboekt worden.

X. Regularisering van belastingen.

In deze rubriek worden de bekomen of geraamde terugbetalingen geboekt van overschotten van betaalde belastingen op vroegere boekjaren.

Afdeling III. — Toelichting n° 1

A. Theoretisch bedrag van de technische provisijs voor alle verplichtingen met inbegrip van die waarvoor geen enkele provisie werd aangelegd.

Het betreft het theoretisch bedrag van de technische provisijs betreffende de beloofde of verworven maar nog niet vervallen prestaties berekend zonder rekening te houden met de vrijstellingen bedoeld in artikel 20, § 1 en § 2 van het koninklijk besluit van 14 mei 1985 betreffende de toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

C. Technische provisijs voor samengestelde prestaties.

In deze rubriek worden de provisijs vermeld betreffende de verplichtingen voortvloeiend uit de pensioenbeloften die betrekking hebben op nog niet vervallen prestaties (kapitalen en renten).

C. 1. Minimum technische provisijs.

Het betreft de provisijs berekend op basis van de artikelen 20, 21 en 23 van het koninklijk besluit van 15 mei 1985 betreffende de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen.

C. 2. Overige.

Zij zijn gelijk aan het positief verschil tussen de technische provisijs voor samengestelde prestaties en de minimum technische provisijs.

D. Technische provisijs voor nog uit te voeren prestaties.

Provisijs met betrekking tot afkoopwaarden, kapitalen en rentetermijnen, vervallen maar nog niet betaald bij het afsluiten van het boekjaar.

E. Technische provisijs voor de financiering van samen te stellen prestaties.

Deze zijn gelijk aan het positief verschil tussen het vermogen op het einde van het boekjaar (rubriek I. A. op het passief van de balans) en de som van de bedragen van de hiervoor vermelde posten C. en D.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 91 — 1587

20 JUNI 1990. — Arrêté royal portant exécution de l'article 22, § 2, alinéa 2, des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, notamment l'article 22, § 2, alinéa 2;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est désigné comme établissement hospitalier qui connaît de l'aptitude, de l'ajournement ou de l'exemption pour cause physique des objecteurs de conscience, exemptés de tout service militaire, l'établissement suivant :

Hôpital Saint-Pierre, rue Haute 322, 1000 Bruxelles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1990.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 1990.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

MINISTÈRE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 91 — 1587

20 JUNI 1990. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 22, § 2, tweede lid, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, inzonderheid op artikel 22, § 2, tweede lid;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Als verplegingsinrichting die kennis neemt van de goedkeuring, de voorlopige afkeuring en de vrijstelling op lichamelijke grond van de van elke militaire dienst vrijgestelde gewetensbezwaarden wordt de volgende instelling aangewezen :

Ziekenhuis Sint-Pieter, Hoogstraat 322, 1000 Brussel.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1990.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN